

Interview accordée à A. Ransome, correspondant du «Manchester Guardian»

V.I. Lénine, [A. Ransome](#)

Dans sa biographie de Lénine, le journaliste étatsunien Louis Fischer, correspondant de l'« *Evening Post* », raconte comme suit la genèse et les conditions de cette interview réalisée par le journaliste britannique Arthur Ransome en novembre 1922, au moment où la maladie de Lénine avait commencé à l'affaiblir sérieusement :

« Au cours des premières années de la révolution, **Arthur Ransome**, du « *Manchester Guardian* », eut plusieurs entretiens avec Lénine ; il sut se créer également de nombreuses relations dans les milieux dirigeants. Néanmoins, ce fut un journaliste de passage à Moscou, Farbman ^[1], qui lui souffla sous le nez la première « interview » de Lénine. Vexé, Ransome pressa [Tchitchérine](#) de lui ménager une entrevue avec le président du *Sovnarkom* [*Conseil des Commissaires du peuple*]. Rendez-vous fut pris, ajourné, accordé de nouveau, comme il convient en Russie. Finalement, Ransome fut averti que Lénine exigeait que les questions lui fussent communiquées par écrit, préalablement à toute rencontre.

Habile journaliste, Ransome trouva préférable d'interroger Lénine sur la phase présente de la révolution, en général, bien plus que sur la politique au jour le jour. Plutôt que des réponses conventionnelles, il désirait en effet obtenir, autant que faire se pouvait, « *la cristallisation sur un petit espace du diagnostic que Lénine porte sur la situation actuelle en Russie* ». Les questions de Ransome embarrassèrent fort Lénine qui dut rédiger par deux fois un brouillon de réponse. Il fallut donc reculer la date de la rencontre. Dans l'introduction à l'interview, Ransome exposait qu'elle fut « *reportée de jour en jour parce que les réponses n'étaient pas prêtes, et chaque jour j'apprenais de sources différentes que mes questions n'allaient pas sans lui causer une certaine contrariété*. [Karl Radek](#) me disait que « Lénine pestait contre moi qui lui avais posé de telles questions ». *Tchitchérine me rapportait que Lénine les donnaient pour autant de serpents lovés dans l'herbe. A un moment donné, on put même douter qu'il y répondit* ».

Ransome se déclara prêt à remplacer ses questions par d'autres, mais ne recevant aucune instruction nouvelle, en désespoir de cause, il se prépara à quitter la Russie et retint sa place dans le train. Sur ces entrefaites, Radek l'informa par téléphone que Lénine était disposé à le recevoir le soir même ; rendez-vous chez Radek, au Kremlin, à 8 heures. Ransome fut ponctuel ; quelques instants plus tard, Lénine téléphonait à Radek afin de faire savoir au journaliste qu'il ne pourrait lui accorder que deux ou trois minutes d'entretien, il était fatigué par une longue réunion du Comité. Quant aux atermoiements divers, qui avaient précédé la fixation de la date de l'entrevue, eh bien, Ransome devait s'en prendre à lui-même : « *Quelles questions ! Quelles questions !* », répétait Lénine au téléphone.

Enfin, Ransome fut introduit dans le bureau de Lénine. « *Je ne l'avais pas vu depuis le début de sa maladie, écrit-il, et ma première impression, tandis que nous nous serrions la main, fut qu'il n'avait en rien changé ; je m'aperçus ensuite, comme nous commençons de converser, qu'il était extraordinairement fatigué... Son aspect physique, le charme de ses manières, demeuraient identiques. Malgré tout, il y avait quelque chose de différent. Je ne l'avais jamais vu fatigué auparavant. Aux jours anciens, Lénine avait l'habitude de me soumettre à un feu roulant de questions, m'assaillant à tel point qu'il m'était difficile de m'en tenir au sujet précis sur lequel je voulais recueillir son avis. Surchargé de travail, il n'en continuait pas moins de s'intéresser à tout. Pendant une demi-heure, une heure, deux heures, avec une ardeur inextinguible, c'étaient des rires étouffés, des plaisanteries, des railleries et des interrogations. A coup sûr, pour un journaliste, Lénine représentait un obstacle fort ardu à surmonter, car il tenait à être l'interviewer et non l'interviewé. A présent, au lieu de l'animation qui était de règle dans nos rencontres*

[1] M. Farbman, journaliste britannique, correspondant à Moscou de l'« *Observer* » et du « *Manchester Guardian* ».

*d'autrefois, je me sentais assez gêné de le voir faire un effort, lui qui semblait faire jusqu'alors tout ce qu'il faisait sans nul effort... Il y eut un peu du Lénine d'autrefois lorsqu'il rejeta, de rire, sa tête en arrière en parlant des fascistes (Mussolini gouvernant à Rome : « une bien bonne histoire »), et un peu aussi dans l'intérêt qu'il accordait aux élections en Angleterre. » Mais Lénine n'avait pas encore rédigé ses réponses à Ransome. Elles lui furent remises au moment même où il partait pour la gare. » [Louis Fischer, *Lénine, Christian Bourgeois, Paris, 1966, pp. 439-440*].*

Première variante

Source: Lénine. Entretiens avec des journalistes étrangers, Moscou, Éditions du Progrès, 1990, pp. 46-55. Publié en anglais le 22 novembre 1922 dans le «Manchester Guardian», n° 23797.

1. *Question : j'observe une animation économique énorme, tout le monde achète et vend, et, visiblement, une nouvelle classe marchande est en train de naître. Je demande : **comment se fait-il que le nepman ne soit pas une force politique, et ne manifeste pas le désir de le devenir ?***

Réponse : Votre première question m'a rappelé une conversation il y a bien longtemps, à Londres. C'était un samedi soir, il y a une vingtaine d'années. Je me promenais avec un ami ^[2]. Il y avait une animation extraordinaire dans les rues. Les marchands s'étaient installés partout, éclairant leurs marchandises avec de petits tubes métalliques remplis de pétrole ou de quelque chose d'approchant. Ces petites lumières étaient très jolies. La circulation était vraiment extraordinaire. Tout le monde achetait ou vendait. Il y avait alors en Russie une tendance que nous appelions l'« économisme » ^[3]. Sous ce titre quelque peu insolite, nous entendions une simplification puérile du matérialisme historique de Marx. Mon ami était un « économiste », et il se mit aussitôt en devoir d'étaler sa sagesse : cette activité économique extraordinaire, disait-il, doit être suivie d'une aspiration au pouvoir politique. Je riais d'une telle interprétation de Marx. L'abondance des petits marchands et leur activité très animée ne sont nullement un témoignage suffisant de grande puissance économique d'une classe, d'où l'on puisse et doive conclure à une « puissance politique ».

Vraisemblablement, Londres est devenu une puissance mondiale du commerce, puissance à la fois économique et politique, par des chemins un peu plus compliqués que ne l'imaginait mon interlocuteur, et les marchands des rues de Londres, malgré leur animation remarquable, étaient assez éloignés de la puissance « politique » et même du désir de cette puissance.

Je crains que votre question, à savoir pourquoi le *nepman* (c'est-à-dire le marchand des rues ? le petit mercanti ?) ne manifeste pas chez nous « le désir de devenir une force politique », ne nous fasse sourire et répondre : en vertu de la même raison pour laquelle la foule de Londres, qui tout entière achetait et vendait dans les rues le samedi, ne manifestait pas en Angleterre « le désir de devenir une force politique ».

2. *Question. J'ai l'impression qu'actuellement, en Russie, la vente et l'achat ainsi que l'échange*

[2] Lénine et Kroupskaïa séjournèrent à Londres d'avril 1902 à avril 1903. L'ami dont se souvenait Lénine est K. Taktarev, social-démocrate, militant de « l'Union pour la libération de la classe ouvrière » de Pétersbourg, un des leaders de « l'économisme ». (Note Éditions du Progrès)

[3] Il s'agit d'un courant dans la social-démocratie russe en vogue à la fin du XIXe siècle et au début du XXe. Les « économistes » estimaient que c'était la bourgeoisie libérale qui devait mener la lutte politique contre le tsarisme, les ouvriers devant se contenter de la lutte économique pour l'amélioration des conditions de travail, l'augmentation des salaires, etc. Ils niaient ainsi le rôle politique de la classe ouvrière et la nécessité d'un parti révolutionnaire prolétarien et centralisé actif sur le terrain politique.

*sont hautement lucratifs, alors que la production n'est possible que dans les cas les plus rares. La vente et l'achat, l'échange sont entre les mains des nepmans. La production bénéficiaire, pour sa plus grande partie, est assurée à une petite échelle et se trouve entre les mains de particuliers. La production **déficitaire** est entre les mains de l'État. Je demande : **cela ne signifie-t-il pas un renforcement économique constant des nepmen et un affaiblissement constant de l'État ?***

Réponse : Je crains que votre deuxième question ne soit également posée d'un point de vue presque « économiste », au sens indiqué plus haut. Bastiat ^[4], semble-t-il, pensait sérieusement, ou peu s'en faut, que « les Grecs et les Romains de l'antiquité vivaient de pillage ». Il ne se souciait guère de cette question « économique » : d'où provenait donc ce que pillaient ces gens vivant de pillage ? Vous avez « l'impression qu'actuellement, en Russie, la vente et l'achat ainsi que l'échange sont hautement lucratifs », « alors que la production n'est possible que dans les cas les plus rares ».

Cette conclusion tirée de l'observation des rues de Moscou m'a fort étonné. Mais que penser, me suis-je dit, des millions et des millions de paysans russes ? Ils ensemencent la terre : c'est apparemment un cas qui n'est ni rare ni le plus rare, mais le cas prédominant en Russie. Et « même » un cas plus fréquent que « la vente et l'achat » de quoi que ce soit par le *nepman*. Et, sans doute, la production paysanne en Russie est non seulement « possible », mais même extrêmement « lucrative ». Sinon, d'où viendraient ces centaines de millions de l'impôt en nature que nos paysans ont déjà versé à l'État avec une rapidité et une facilité si extraordinaires ? D'où viendrait cet essor général de la construction, à la fois dans les villages de l'immense Russie et dans ses villes, essor observé par tous et par chacun ?

Celui qui pose la question ne prend-il pas pour « la vente et l'achat hautement lucratifs » le petit commerce, lorsqu'un petit marchand réalise parfois des millions et des millions de bénéfices en monnaie russe qui se déprécie, lorsqu'un million vaut au marché libre moins que ne valait un rouble auparavant ? Une telle erreur n'est guère possible, car notre État est en train de biffer, depuis plusieurs mois déjà, les zéros « superflus » sur le papier-monnaie. Hier on avait un trillion, et aujourd'hui quatre zéros sont biffés, et cela donne dix millions. Cela n'enrichit pas l'État, mais supposer que cela « l'affaiblit », est fort étrange, car il y a là un évident pas en avant vers l'amélioration de la monnaie. Le *nepman* commence à voir le début de la stabilisation du rouble ; on l'a constaté par exemple l'été dernier ; le *nepman* commence à comprendre que le « biffage » des zéros continuera, et je doute que son « désir d'être une force politique » interrompe cette opération.

Je reviens à la production. Chez nous, la terre est entre les mains de l'État. Les petits paysans qui la possèdent versent l'impôt d'une manière irréprochable. La production industrielle, en ce qui concerne l'industrie dite légère, se ranime de toute évidence ; or, elle constitue souvent ou bien la propriété de l'État, gérée par ses employés, ou bien la possession d'affermataires.

C'est pourquoi il n'y a pas lieu de craindre un « affaiblissement constant de l'État ».

Il faut distinguer non pas la production et le commerce, mais la production dans l'industrie légère et la production dans l'industrie lourde. Cette dernière est effectivement déficitaire ; d'où, effectivement, une situation difficile pour l'État. Voir sur ce point plus bas.

3. Question : On laisse entendre qu'une tentative sera faite (par voie d'imposition) pour obliger le nepman à subventionner la production. Je demande : cela n'aura-t-il pas pour résultat, uniquement, une hausse des prix, une hausse des bénéfices du nepman et, indirectement, la nécessité de relever les salaires, donc un retour à la situation précédente ?

Réponse : L'État a entre les mains des centaines de millions de pouds de grain. Dans ces conditions, il

[4] Bastiat, Frédéric, (1801-1850) économiste et homme politique libéral français.

est impossible d'attendre que les impôts amènent « *uniquement* » une hausse des prix. Les impôts nous fourniront également des recettes, versées par les *nepmans* et les producteurs, qui serviront à aider l'industrie et surtout l'industrie lourde.

4. *Question* : Si l'on en juge par les critères capitalistes habituels, la situation économique doit être pire. Si l'on en juge par les critères communistes, la situation doit être également pire (déclin de l'industrie lourde). Cependant, chaque personne que je rencontre convient que sa situation est meilleure qu'il y a un an. Apparemment, il se passe quelque chose que n'admettent ni l'idéologie capitaliste ni l'idéologie communiste. L'une et l'autre supposent le progrès. Mais si au lieu de progresser nous régressons ? Je demande : **est-il impossible que nous allions en arrière, vers la situation ancienne ; et non en avant, vers une nouvelle prospérité ? Est-il impossible que la Russie marche à reculons vers une période de production agricole correspondant à peu près à ses besoins, et vers un commerce intérieur animé, touché à peine par les importations ? N'est-il pas concevable qu'il y ait une telle période sous la dictature du prolétariat, comme autrefois sous la dictature féodale ?**

Réponse : Commençons par « juger » d'après les « critères capitalistes habituels ». Tout l'été, notre rouble a été stable. (Test un début évident d'amélioration. Ensuite, le renouveau de la production paysanne et de l'industrie légère est incontestable. Amélioration encore. Enfin, notre Banque d'État a réalisé un revenu net d'au moins 20 millions de roubles-or (c'est un minimum ; en fait il y a davantage). C'est peu, mais l'amélioration est indéniable. C'est peu, mais les fonds destinés à l'industrie lourde commencent, sans conteste, à augmenter.

Ensuite, passons à l'évaluation selon les critères communistes : les trois faits cités sont positifs du point de vue communiste également, car chez nous le pouvoir d'État est entre les mains des ouvriers. Le pas vers la stabilisation du rouble, le renouveau de la production paysanne et de l'industrie légère, le commencement des bénéfices de la Banque d'État (c'est-à-dire, de l'État) : tout cela est positif, également du point de vue communiste.

Comment se fait-il alors, que le capitalisme et le communisme s'opposent, que diverses circonstances soient positives des deux points de vue opposés ? Cela se peut, car le passage au communisme est possible même par l'intermédiaire du capitalisme d'État, si le pouvoir de l'État est entre les mains de la classe ouvrière. Ce qui est justement « notre cas aujourd'hui ».

Le déclin de l'industrie lourde est notre point négatif. Les premiers revenus de la Banque d'État et du Commerce extérieur préparent, dans ce domaine également, une amélioration. Les difficultés sont grandes, mais la situation n'est nullement désespérée.

Poursuivons. Se peut-il que nous allions en arrière, vers quelque chose dans le genre d'une « dictature féodale » ? C'est absolument impossible car, lentement, avec des pauses, avec des pas en arrière de temps à autre, nous nous élevons en suivant la voie du capitalisme d'État Or, c'est une voie qui nous conduit en avant, vers le socialisme et le communisme (stade supérieur du socialisme), et nullement en arrière vers la féodalité.

Le commerce extérieur progresse ; la stabilisation du rouble s'accroît, encore qu'avec des pauses ; à Pétersbourg comme à Moscou, l'essor de l'industrie est évident ; l'État commence petitement, très petitement, à rassembler des ressources pour aider l'industrie lourde, etc. Tout cela démontre que la Russie ne recule pas mais avance, encore que, je le répète, elle avance très lentement et avec des pauses.

5. *Question* : **Où bien assistons-nous au triste spectacle de la dissipation du capital qui doit être utilisé dans la production ?**

Réponse : Réponse est déjà faite à cette question dans l'exposé qui précède.

6. *Question* : Outre ces questions, il serait intéressant pour le « Manchester Guardian » à avoir par votre bouche un démenti des bruits qui circulent actuellement avec persistance dans Moscou, et selon lesquels le rationnement serait remis en vigueur cet hiver en même temps qu'une réquisition totale des stocks des nepmen.

Réponse : Je confirme volontiers l'inconsistance totale des bruits selon lesquels nous envisagerions de revenir au rationnement, ou bien à une « réquisition totale des stocks des nepmans ».

Ce sont des balivernes. Nous n'envisageons rien de semblable. On ne peut rien imaginer de semblable dans la Russie d'aujourd'hui. Ce sont des bruits lancés haineusement par des gens fort irrités contre nous, mais pas très intelligents.

7. *Question* : Enfin, ai-je raison de supposer que le contrat avec Urquhart ^[5] n'a pas été rejeté définitivement, mais seulement mis sous le boisseau en attendant le rétablissement de relations amicales normales avec le gouvernement anglais ?

Réponse : Vous avez absolument raison concernant Urquhart. Je répète ce que j'ai dit récemment à Farbman. Nous n'avons pas refusé définitivement la concession à Urquhart. Le refus est dû uniquement à la raison politique que nous avons publiquement indiquée. Notre presse a entrepris une discussion ouverte de tous les pour et de tous les contre. Et nous espérons qu'après ce débat nous nous ferons une opinion définitive, sur le plan politique comme sur le plan économique.

5. XI. 1922.

Votre Lénine

Seconde variante (inachevée)

Je réponds à vos questions :

I. Je pense que le *nepman*, c'est-à-dire le représentant du commerce qui s'étend avec la « nouvelle politique économique », désire devenir une force politique, mais qu'il n'en manifeste aucun signe, ou bien le fait de façon à cacher ses désirs. Il doit s'efforcer de les dissimuler ; autrement il risquerait de se heurter à une opposition sérieuse de la part de notre pouvoir d'État, et parfois même à quelque chose de pire qu'une opposition, c'est-à-dire à une hostilité déclarée. Je pense qu'étant donné la concentration de l'immense majorité des moyens de production entre les mains de notre pouvoir d'État, le besoin économique réel de la petite bourgeoisie est la liberté d'acheter et de vendre les articles de consommation. Notre législation assure cette liberté à la petite bourgeoisie.

Le terme de *nepman* dont vous vous servez conduit à un certain malentendu. Il est formé de l'abréviation « nep », qui signifie « nouvelle politique économique » et du suffixe « man », qui signifie « homme ou représentant de cette nouvelle politique économique ». Dans la langue des journaux, ce terme est d'abord apparu comme une appellation plaisante du petit mercanti ou d'un individu profitant du commerce libre pour commettre toute sorte d'abus.

[5] Urquhart, John Leslie (1874-1933), industriel et financier anglais, ingénieur des mines. En 1896-1906 travailla sur des gisements pétrolifères de Bakou, par la suite participa à l'administration de plusieurs sociétés anglaises en Russie, fut propriétaire de plusieurs grandes entreprises minières. En 1922 fit partie de la délégation britannique à la Conférence de la Haye et de Gênes en qualité d'expert. En 1921 entama des négociations en vue de reprendre en concession ses anciennes propriétés russes dans l'Oural et l'actuel Kazakhstan et espérant tirer profit de la coopération avec la Russie soviétique. Le projet fut finalement refusé par le gouvernement soviétique le 6 octobre 1922.

Extérieurement, ce qui saute surtout aux yeux dans la nouvelle politique économique, c'est justement l'apparition sur l'avant-scène du « nepman » de cette espèce, ou de quiconque, comme vous l'écrivez, « vend et achète ». Mais l'activité économique réelle de la majorité effective de la population ne consiste nullement en cela. Il suffit d'indiquer, par exemple, le labeur de la masse énorme de la paysannerie, qui, précisément en ce moment, travaille avec une énergie considérable et la plus grande abnégation à relever ses labours, à réparer ses instruments agricoles, ses logements, ses bâtiments, etc. D'autre part, les ouvriers d'industrie précisément en ce moment, travaillent avec la même remarquable énergie à améliorer leurs instruments, à remplacer par de nouveaux les instruments usés, à remettre à neuf les bâtiments détruits, hors d'usage ou endommagés, etc.

Le *nepman*, pour employer ce terme qui convient bien davantage à la langue plaisante des journaux qu'au vocabulaire sérieux de l'économie politique, fait beaucoup plus de bruit que cela ne convient à sa puissance économique. C'est pourquoi, je crains que celui qui appliquerait à notre « nepman » cette thèse simplifiée du matérialisme historique, à savoir que la puissance économique doit être suivie de la puissance politique, risque de se tromper très profondément, et même d'être victime d'un bon nombre de malentendus comiques.

La nature véritable de la nouvelle politique économique, c'est que l'État prolétarien, premièrement, *a autorisé la liberté du commerce pour les petits producteurs*, et deuxièmement, *que l'État prolétarien applique, en ce qui concerne les moyens de production liés au grand capital, un certain nombre de principes relevant de ce qu'on appelait dans l'économie capitaliste le « capitalisme d'État ».*

Je pense qu'un *nepman* qui en tirerait la conclusion qu'il est souhaitable pour lui de devenir une force politique, risquerait non seulement de se tromper, mais encore de se couvrir de ridicule dans les journaux à cause de son interprétation vulgaire du marxisme.

2. Votre impression qu'en Russie, à l'heure actuelle, la vente et l'achat procurent un revenu extraordinairement élevé, « *alors que la production n'est possible que dans les cas les plus rares* », me paraît de nature à susciter des railleries assez justifiées contre l'économie politique de monsieur le *nepman*. Si ne me trompe, on compte en Russie une énorme majorité de petits paysans qui se sont actuellement lancés dans la production avec une ardeur extraordinaire et ont remporté (partiellement grâce à l'aide de l'État en semences, etc.) des succès immenses, presque incroyables. surtout si l'on prend en considération les destructions inouïes de la guerre civile, la famine, etc. Les petits paysans ont si bien réussi qu'ils ont versé à l'État, avec une facilité surprenante et presque sans contrainte, un impôt qui se monte à des centaines de millions de pouds de grain.

C'est pourquoi je pense qu'il serait plus juste de dire : l'énorme majorité de la population, dont les exploitations sont très réduites et se trouvent entre les mains des particuliers, donne les bénéfices les plus considérables. Il s'agit de l'ensemble de la production agricole de la paysannerie. Des bénéfices égaux ou un peu inférieurs, sont fournis par la production industrielle, dont disposent en partie des particuliers et en partie les affermataires de l'État ou les usines d'État qui produisent les articles de consommation pour la population rurale.

La seule production effectivement déficitaire, qui reste entre les mains de l'État, est celle qu'il faudrait appeler, pour employer la terminologie scientifique de l'économie politique, production des moyens de production (minerai, métaux, etc.) ou production du capital fixe. Dans l'économie capitaliste, le renouvellement de cette forme du capital exige habituellement des emprunts d'État, qui procurent sur-le-champ des sommes extrêmement élevées (des centaines de millions de roubles ou même de dollars) pour la réorganisation d'un certain nombre d'entreprises capables de remettre en état les moyens de production détruits.

Quant à nous, et pour longtemps, le rétablissement des moyens de production détruits ne nous promet aucun bénéfice ; il est, comme vous dites, « *déficitaire* ». Pour remettre sur pied le capital fixe, il nous

faudra pendant un temps assez long recourir aux revenus provenant des concessions ou aux subventions de l'État

Telle est la réalité économique actuelle. Comme vous le voyez, je la considère tout autrement que vous. Je crains que votre opinion, selon laquelle il se produirait chez nous un « *renforcement économique constant des nepmen* » et un « *affaiblissement économique constant de l'État* », mériterait les railleries de Marx à l'endroit de l'économie politique vulgaire.

Quant à moi, je me permets de penser, comme au bon Vieux temps, que parler après Marx d'une autre économie politique quelconque, non marxiste, n'est possible que pour mystifier les petits-bourgeois, même si ce sont des petits-bourgeois « hautement civilisés ».

J'en termine avec la question de la « *force politique* » : les ouvriers et les paysans, voilà la base de la force politique en Russie. Dans tous les pays capitalistes, le paysan est spolié par les grands propriétaires fonciers et par les capitalistes. Plus les paysans deviennent conscients, et mieux ils le comprennent. C'est pourquoi la masse de la population ne suivra pas les nepmen qui « *achètent et vendent* ».

3. Les impôts versés par les *nepmen* n'aboutiront-ils pas uniquement à une hausse des salaires et des prix, au lieu de fournir des ressources pour la production ?

Non, car les prix seront basés sur le grain dont une partie est entre les mains de l'État, recueillie sous forme d'impôt. Le nepman ne peut pas avoir d'influence propre sur les prix, car il n'est pas producteur. Je remarquerai en passant que le monopole du commerce extérieur nous aidera à tenir en mains le nepman, car les prix seront fixés à son insu, par le prix de production à l'étranger, plus notre majoration d'État, destinée à subventionner la production.

Je crains que vous ne preniez, parfois, pour une hausse des prix opérée par les nepmans, l'accroissement des prix de notre papier-monnaie dû à celui de l'émission. Ce serait une erreur.

Rédigé entre le 27 octobre et le 5 novembre 1922. Publié pour la première fois le 21 janvier 1926 dans la « Pravda » n°17.